LUTTER

Journal des communistes • CNRS Gif • n°3 • Avril 1981

cellule «Arlette SKROBECK»

Sommaire

P.2 Recherche : propositions des communistes.
P.3 Melle Laguiller s'enlise
P.5 Declaration de Marchais le 23 mars à A2
P.6 Le P.S pour la maternelle payante.

26 avril : les luttes et le changement.

Le 26 Avril, le vote communiste sera le prolongement naturel des luttes des travailleurs de la Recherche contre la politique de casse de la recherche scientifique et de remise en cause des acquis.

Le projet de statut des I.T.A., après les réformes de structures du C.N.R.S. et le statut des chercheurs, fait partie d'un plan visant à soumettre la recherche aux intérêts exclusifs des capitalistes, par la mise en place de la politique de créneaux prioritaires et par l'instauration de la précarité d'emploi en imposant la mobilité forcée (déjà appliquée aux chercheurs, ce qui se traduit par des risques de licenciements).

Les communistes et leur candidat, G.MARCHAIS, proposent des mesures concrètes permettant de dégager la science de l'emprise du grand patronat pour qu'elle réponde aux intérêts du peuple français; ils proposent de satisfaire les légitimes revendications des travailleurs de la Recherche (ces propositions sont développées en page 2).

GISCARD ET CHIRAC ? Vous les avez vus à l'oeuvre au pouvoir depuis de nombreuses années, vous subissez chaque jour les conséquences de leur politique.

Ce qu'ils proposent pour l'avenir ? La continuation, l'aggravation de la situation des travailleurs: le chômage, la vie chère, l'insécurité, les injustices,...

Ils veulent le déclin de la recherche scientifique française.

Le P.S. et MITTERRAND ? En ce qui les concerne, comment ne pas s'inquièter devant certaines de leurs propositions et face à leur pratique présente et passée ?

Ils proposent, eux aussi, une politique de créneaux prioritaires (électronique, énergies nouvelles, bio-industrie, informatique).

Ils "tiendront compte" des besoins populaires (le P.C.F., lui, propose que la Recherche soit orientée vers la satisfaction des besoins des travailleurs et de leurs familles— amélioration des conditions de vie et de travail,progrès des connaissances).

Plus grave: le P.S. et son candidat acceptent que la politique de créneaux soit définie au niveau européen (mise en place d'une "agence européenne d'objectifs" pour la recherche.Ils sacrifient ainsi sur l'autel de l'Europe, des secteurs entiers de la Recherche française (cela après la sidérurgie, le textile, ... et bientôt l'automobile ?).

Au Sénat lors du vote sur la loi de finance 81 (recherche) — considérée par les travailleurs du C.N.R.S. comme ne répondant absolument pas aux besoins de la Recherche et des personnels — seuls les communistes se sont battu et ont voté contre; la droite a voté pour et les socialistes se sont abstenus.

Dans le débat qui a précédé ce vote le sénateur socialiste EECKOUTTE (Pt de la Commission des Affaires culturelles) a tenté de dédouaner le Ministre des Universités. Il n'a dit mot des effets de la Loi SAUVAGE, de l'asphyxie des Universités, des luttes des étudiants et enseignants. Il faut le faire ! (voir des extraits page 3)

D'autre part un vote a eu lieu à l'Assemblée Nationale sur la pousuite ou l'arrêt des travaux de l'Assemblée: seuls les communistes ont voté la poursuite; les socialistes (toutes tendances confondues) et la droite ont voté l'arrêt; cela alors que quelques jours plus tôt André LAJOINIE,au nom du groupe communiste, avait demandé l'ouverture d'un débat sur le statut des I.T.A. de la Recherche (voir en page 4).

= = = = = = = =

Ni GISCARD et CHIRAC, ni MITTERRAND ne veulent le développement de la recherche française.

Ils veulent perpétuer le système capitaliste,en l'adaptant éventuellement.

.../...

Seuls les communistes veulent libérer la science de l'emprise du Patronat.

Seuls les communistes font des propositions mettant en cause la domination du Capital.

POUR CHANGER PROFONDEMENT ET DURABLEMENT EN FRANCE.

POUR UN GOUVERNEMENT D'UNION AVEC DES MINISTRES COMMUNISTES ET SOCIALISTES, METTANT EN OEUVRE UNE POLITIQUE DANS L'INTERET DES TRAVAILLEURS.

VOTEZ AU PREMIER TOUR POUR GEORGES MARCHAIS .

Il faut rompre avec le déclin organisé de la recherche

La Recherche française souffre de la politique giscardienne. Manque de crédits, manque de personnel, orientations arbitrairement fixées pour la satisfaction des trusts privés, cette situation rencontre l'opposition de plus en plus marquée des personnels. Des luttes persévérantes ont lieu dans la plupart des établissements du CNRS et de l'INSERM. Les communistes sont au premier rang dans cette bataille. Lors d'une réunion tenue à Marseille, Guy Hermier a exposé les propositions du PCF pour le renouveau de la Recherche, en faisant la déclaration suivante :

« Notre potentiel de recherche scientifique et technique est un des principaux atouts de la France.

Or, cette chance historique de progrès est aujourd'hui gâchée par la politique giscardienne de pilotage de la recherche française par le profit. A terme c'est l'existence de la France comme nation scientifique qui est en cause.

Il faut rompre avec ce déclin organisé de nos capacités inventives et assurer une nouvelle renaissance de la recherche scientifique et technique française. C'est ce que propose Georges Marchais dans son plan de lutte.

Le candidat communiste prend clairement le parti de la science. Il préconise de faire du renouveau de la recherche française, de l'essor des connaissances, de la diffusion de l'esprit scientifique un des moteurs essentiels d'une nouvelle croissance pour la France.

En retour, Georges Marchais propose de stimuler cet effort national de recherche, dans le respect de sa dynamique propre, par les grands choix sociaux et nationaux qui commandent le changement.

Lutter pour de grands objectifs comme le plein emploi et un travail plus humain, la justice sociale, une bonne formation pour la jeunesse, la modernisation de notre économie, la maîtrise de nouvelles technologies et branches industrielles, notre indépendance énergétique, le renouveau de notre agriculture et la mise en valeur de nos ressources naturelles, c'est créer les conditions du développement de tous les grands centres, des projets et des emplois scientifiques.

Assurer en toute circonstance la souveraineté et l'indépendance de la France, c'est permettre la relance de notre recherche dans des secteurs comme le nucléaire, la sidérurgie, la machine-outil, le textile, l'électronique, la navale. C'est s'émanciper de la domination des Etats-Unis et rendre possible une plus vaste coopération scientifique et technique internationale.

Casser les pouvoirs de l'argent, procéder à de grandes réformes démocratiques, c'est en finir avec le pilotage par le profit, c'est ouvrir la perspective de nouveaux liens entre la recherche et les activités sociales et productives.

Ainsi, à la pénurie des moyens scientifiques, à l'asservissement de nos technologies aux intérêts des multinationales, Georges Marchais oppose un système nouveau associant un haut niveau de développement scientifique et technique au progrès social, à l'intérêt national et à l'épanouissement des libertés.

C'est dans cette perspective que nous proposons six objectifs de lutte pour une politique nouvelle de la recherche scientifique et technique.

Premièrement, *il faut accroître et rééquilibrer l'effort national de recherche* en lui consacrant 3 % du produit intérieur brut afin d'instaurer l'équilibre entre recherche fondamentale, appliquée et de développement et l'harmonie entre de grandes disciplines comme les sciences de la nature et les sciences sociales. Ce nouvel effort permettrait également d'intervenir dans des secteurs menacés d'asphyxie, de consolider de grands outils nationaux tels que les accélérateurs nécessaires à la physique des hautes énergies et de répondre à des besoins propres de la recherche (instrumentation scientifique nationale ; valorisation des brevets et licences ; information, édition et diffusion scientifiques et technique de qualité).

Deuxièmement, *il faut promouvoir de nouveaux rapports entre la recherche, la formation et la production,* par un essor de la recherche accordé aux grands besoins sociaux et nationaux, une ouverture de l'Université aux réalités contemporaines, la coopération des travailleurs de la production et des chercheurs afin de diffuser les connaissances et d'élever la formation, l'échange des idées et des hommes entre les laboratoires de l'industrie, des centres techniques et de la recherche publique.

Troisièmement, *il faut donner une nouvelle dimension à la recherche industrielle* sur le site même de la production, dans les entreprises, en liaison avec les besoins et les suggestions des travailleurs. Un centre de recherche et de formation sera mis en place dans chaque grande entreprise.

Cela exige que la recherche industrielle s'ouvre plus largement à la vie scientifique et renonce, sauf exceptions, à la pratique sclérosante du secret. L'extension des nationalisations offrira un point d'appui essentiel à ce développement. Dans ce cadre, la recherche militaire doit contribuer à une véritable stratégie de défense nationale inséparable de la nationalisation des groupes qui dominent l'industrie d'armement.

Quatrièmement, *il faut une grande politique de l'emploi scientifique* qui arrête le démantèlement des équipes et des laboratoires, revalorise les salaires, titularise les salariés hors statuts, contractuels ou temporaires, reconnaisse et réhausse les qualifications, procède aux reclassements nécessaires et au recrutement de nouveaux et nombreux chercheurs, ingénieurs et techniciens de recherche. Dans ce cadre nous nous prononçons pour une véritable mobilité des travailleurs scientifiques conçue comme le libre exercice du mouvement scientifique entre les secteurs de la recherche, la production et l'Université.

Cinquièmement, *il faut démocratiser et décentraliser la recherche* par la gestion démocratique des universités, un rôle nouveau du C.N.R.S. et des grans organismes nationaux, la rénovation des centres techniques, une responsabilité effective des régions et la création d'un conseil supérieur de la recherche scientifique permettant de coordonner et d'impulser l'effort national de recherche.

Sixièmement, enfin, *il faut élargir le champ de la coopération scientifique et technique internationale,* ce qui exige de développer les bases nationales de notre activité scientifique, d'exclure toute tentative de boycottage scientifique et de mettre en œuvre de nouvelles formes de coopération dans la perspective d'un nouvel ordre économique et politique du monde. »

INTÉRIM GISCARD

IL Y'A DE L'OUVRAGE POUR CEUX QUI NE CRAIGNENT PAS DE SE SALIR LES MAINS.

ON EMBAUCHE:
- GRAISSEUR DE PATTE
- ROULEUR DANS LA FARINE
- TAILLEUR DE BAVETTE
- PASSEUR DE POMMADE
- BOURREUR DE CRÂNE
- CRACHEUR DANS LA MAIN
- LÈCHE-POMPES
- SECOUEUR DE MAINS
- LAVEUR DE CERVEAUX
- DONNEUR DE CHANSONNETTE
- CASSEUR D'USINES
- BRISEUR DE GRÈVES
- POMPEUR DE SUEUR
- ENTÔLEUR
- BIDONNEUR
- FRIMEUR
- ENTOURLOUPEUR
- LARBINS PATENTÉS

WOLINSKI

MLLE LAGUILLER S'ENLISE

L'ensemble des médias ont été étrangement silencieux sur les révélations publiées par « l'Humanité », concernant « les parrains » de Mlle Laguiller.

Télévisions, radios et journaux lui ont par contre gracieusement offert (c'est le mot juste) la possibilité de contester nos informations qu'eux mêmes ont omis de relater. Ainsi, l'ensemble de la presse, du « Monde » au « Matin » en passant par « Le Quotidien de Paris », ont fait état des propos tenus samedi à Lille par la candidate des préfets. Mais pas un de ces journaux n'a noté que « l'Humanité » de samedi a publié une preuve accablante pour Mlle Laguiller. Pas un n'a relevé le document paru dans nos colonnes attestant qu'un élu de l'Yonne, parrain de la candidate trotskyste, était également, malgré ses dénégations, membre avec J.-P. Soisson du comité départemental de soutien à M. Giscard d'Estaing.

Ainsi la candidature de Mlle Laguiller a été non seulement fabriquée par le pouvoir et ses préfets mais est également aujourd'hui promue par l'Elysée, ses directeurs de chaîne et ses journalistes, si peu soucieux de vérité. Quant à Arlette Laguiller, elle continue de pinailler à l'infini sur la proportion des élus de droite qui se sont faits ses sponsors.

Par contre, touchée par nos révélations, en difficulté jusque dans ses propres rangs, la candidate trotskyste ne peut plus nier cette réalité compromettante. Voilà même que faisant de nécessité vertu, elle les revendique, affirmant qu'ils ont agi *« en défenseur de la liberté et de la démocratie »*.

Ainsi donc pour Mlle Laguiller, la chose mérite d'être sue — membres des comités de soutien à M. Giscard d'Estaing, élus et responsables de l'UDF et amis de M. Lecanuet sont parmi les meilleurs défenseurs des libertés. Même Bergeron qui dirige le syndicat de Mlle Laguiller, n'ose pas affirmer cela aussi crûment. Lui, a au moins le sens du ridicule.

Enfin, quand Arlette Laguiller tente d'exorciser ses propres démons en affirmant qu'elle est *« traitée par « l'Humanité » comme Lech Walesa »*, elle ne peut convaincre personne. Au contraire, outre son manque de modestie, elle démontre que le mensonge est décidément sa façon de dire bonjour.

Mais même avec le soutien de la presse giscardisée, dans les marécages, on ne peut que s'enliser.

JEAN-LUC MANO

Humanité du 24.4.81

SENAT — SEANCE DU 27 NOVEMBRE 1980

Vous lirez ci-dessous quelques extraits du discours au Sénat du Sénateur Socialiste, Président de la Commission des Affaires Culturelles, le 27 NOVEMBRE 1980

M. Léon Eeckhoutte, *président de la commission des affaires culturelles.* Cela ne changera pas l'opinion du pays, monsieur le président.

L'année 1980 a été fertile, pourtant, en décisions diverses, portant sur l'organisation et le fonctionnement de notre enseignement supérieur. Notre rapporteur, M. Sauvage, les a bien analysées, aussi ne reviendrai-je pas sur leur détail. Je tenterai seulement de discerner les principes qui les ont inspirées.

Ce n'est un mystère pour personne, madame le ministre, que vous vous êtes attachée, depuis votre arrivée au Gouvernement, à la remise en ordre d'une institution fragile par nature, durement éprouvée par les convulsions de 1968 et certainement pas encore stabilisée.

Cette volonté de régularisation, je ne saurais, pour ma part, la blâmer. Nous sommes tous ici attachés — du moins devrions-nous tous l'être — au maintien de la qualité scientifique et pédagogique de notre enseignement supérieur. On a semblé ... -bilier — ... ques vaudraient aussi ... -ement se...

M. Léon Eeckhoutte, *président de la commission des affaires culturelles.* Vous avez voulu, madame le ministre, remédier à cette incontestable dégradation : cette volonté était nécessaire et courageuse. Je crains beaucoup cependant que vos décisions n'aboutissent, à plus ou moins long terme, à substituer à une situation aujourd'hui mouvante une sclérose future qui rappellerait fâcheusement celle qui prévalait avant 1968 ; les mêmes ... produisant les mêmes effets, nous risquons d'entrer ... ferait se succéder les cri...

La brave femme, elle était pleine de bonne volonté, elle a fait ce qu'elle a pu, mais elle s'est trompée... (thème majeur du PS sur les erreurs de Giscard).

Vous avez profondément modifié la carte universitaire, tantôt en renouvelant, tantôt en refusant de le faire, les habilitations à délivrer les diplômes de deuxième et troisième cycles. Ces décisions s'imposaient peut-être : pourquoi alors avoir favorisé hier l'accroissement des implantations universitaires pour vider aujourd'hui, et brutalement, certaines universités de leur substance ? Sur quels critères a-t-on statué ? Vous nous avez dit avoir réuni des commissions de spécialistes : ne dissimulent-elles pas le fait du prince que sont manifestement certaines décisions ?

Telles sont les quelques réflexions que nous inspire la politique universitaire aujourd'hui menée. Tout n'est pas négatif. La commission des affaires culturelles aspire comme vous à la restauration de la qualité scientifique de notre enseignement ; simplement, nous ne sommes pas entièrement convaincus que les décisions prises en cette année 1980 constituent la meilleure voie pour y parvenir. (*Vifs applaudissements sur les travées socialistes. — Applaudissements sur les travées de l'U.C.D.P. et du R.P.R.*)

ANNEXES AU PROCES-VERBAL

DE LA

séance du jeudi 27 novembre 1980.

SCRUTIN (N° 60)

sur le titre VI (état C) annexé à l'article 14 du projet de loi de finances pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale (Recherche).

Nombre des votants	301
Nombre des suffrages exprimés	215
Majorité absolue des suffrages exprimés	108
Pour l'adoption	192
Contre	23

Le Sénat a adopté.

Ont voté contre : PCF

Mmes
Marie-Claude Beaudeau.
Danielle Bidard.
MM.
Serge Boucheny.
Raymond Dumont.
Jacques Eberhard.
Gérard Ehlers.
Pierre Gamboa.
Jean Garcia.
Marcel Gargar.
Bernard Hugo (Yvelines).
Paul Jargot.
Charles Lederman.
Fernand Lefort.
Anicet Le Pors.
Mme Hélène Luc.
James Marson.
Louis Minetti.
Jean Ooghe.
Mme Rolande Perlican.
Marcel Rosette.
Guy Schmaus.
Camille Vallin.
Hector Viron.

Se sont abstenus : PS

MM.
Antoine Andrieux.
Germain Authié.
André Barroux.
Gilbert Baumet.
Gilbert Belin.
Jean Béranger.
Noël Berrier.
Jacques Bialski.
René Billères.
Guy Durbec.
Emile Durieux.
Léon Eeckhoutte.
Jules Faigt.
Claude Fuzier.
Gérard Gaud.
Jean Geoffroy.
François Giacobbi.
Mme Cécile Goldet.
Léon-Jean Grégory.
Roland Grimaldi.
Robert Guillaume.
...rice Janetti.
Michel Moreigne.
Pierre Noé.
Bernard Parmantier.
Albert Pen.
Louis Perrein (Val-d'Oise).
Pierre Perrin (Isère).
Hubert Peyou.
Jean Peyrafitte.
Maurice Pic.
Edgard Pisani.
Robert Pontillon.
Roger Quilliot.
Mlle Irma Rapuzzi.
... Regnault.

L'OCI, RABATTEUR DU PS

A quoi peut bien servir l'OCI ? Au vu de ces dernières années, durant lesquelles ce groupuscule trotskyste a sombré dans une certaine déliquescence, la question pouvait, à plus d'un titre, être posée.

Spécialiste en division, ne dédaignant pas les méthodes violentes, l'OCI, dont la succursale est plus connue sous le nom d'AJS, vient de jeter bas le masque et, du même coup, de préciser sa raison sociale.

Dans un tract récemment diffusé, ce groupuscule vient en effet d'appeler ses fidèles à « *voter dès le premier tour pour F. Mitterrand* ».

Au cours de ces dernières semaines, dans les établissements (principalement universitaires) où elle existe, ou au sein du collectif Union dans les luttes qu'elle anime pour bonne partie, son slogan était : « *Unité tout de suite, sans condition.* » On voit aujourd'hui ce que cachait cette campagne spéculant sur la légitime volonté unitaire des travailleurs et des jeunes.

En fait, hier comme aujourd'hui, mais aujourd'hui plus clairement encore qu'hier, l'OCI sert de rabatteur au PS, menant la campagne de F. Mitterrand là où les forces et le crédit manquent à ce dernier.

Déjà unies aux militants du PS dans une organisation de division du mouvement étudiant, ou au sein de la riche Mutuelle nationale des étudiants de France, les troupes de l'OCI persévèrent donc dans leur ligne anticommuniste.

Membres de FO, et approuvant régulièrement les rapports de Bergeron, les gens de l'OCI poursuivent, au nom de l'unité, leur entreprise de division.

Délaissant la matraque pour le bulletin de vote, c'est toujours contre les travailleurs qu'ils se mobilisent.

Veste et pantalon

De Willy Brandt sur l'élection présidentielle en réponse à une question de son camarade Helmut Schmidt. « Eh bien, Helmut, nous remporterons de toute façon les élections françaises. Si ton ami Giscard gagne, nous avons gagné. Si mon ami Mitterrand gagne, nous avons également gagné. » *C'est l'hebdomadaire « Der Spiegel » qui se fait l'écho de cette réflexion.*

Alors, pour le président de l'Internationale socialiste, Giscard-Mitterrand ce serait bonnet blanc et blanc bonnet ? Je n'aurais jamais osé le croire. Mais si c'est Willy Brandt lui-même qui l'assure...

Dans la langue de Goethe on le dit un peu autrement : « Das ist Jacke wie Hose » : *c'est comme veste et pantalon. Naturellement, c'est Willy Brandt qui parle...*

R.A.

Dans une lettre à R. Barre, André Lajoinie demande un débat parlementaire sur le projet de statut des personnels de la Recherche.

André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a écrit à R. Barre sur le projet de statut concernant les personnels de la recherche scientifique. Ce projet *« s'inscrit pleinement dans la politique gouvernementale de démantèlement et de restructuration des services publics »*.

Et le président du groupe communiste poursuit : *« Aujourd'hui, le secrétaire d'Etat à la Recherche — avec ce projet de statut applicable aux grands organismes tels que le CNRS, l'INRA, l'INSERM, etc. — organise la précarisation générale de l'emploi scientifique et crée les conditions de la défonctionnarisation des personnels titulaires de l'enseignement supérieur. Son objectif est clairement visible : poursuivre et aggraver le déploiement du potentiel scientifique national au profit exclusif des sociétés multinationales.*

Après avoir exigé que la recherche scientifique et technique soit dotée de moyens budgétaires importants, une véritable politique de l'emploi, des drois statutaires et des libertés pour les travailleurs. »

« C'est dire, ajoute André Lajoinie, *qu'il serait inadmissible et contraire à la démocratie et à l'intérêt de la France que l'actuel projet portant réforme du statut des personnels ingénieurs, techniciens et administratifs soit imposé par décret. C'est pourquoi je vous demande que ce projet soit l'objet d'un débat approfondi au Parlement et qu'il soit sanctionné par un vote dans le cadre de la loi. »*

Elle sera entendue

Anne-Monique avait vingt-trois ans. Elle était chômeuse depuis dix-huit mois. Elle a lutté pendant tout ce temps contre ce drame avec la J.O.C., avec la CGT.

Elle luttait pour elle-même et pour tous les autres.

Mais elle n'a pu supporter de ne pas exister aux yeux de cette société. Elle n'a pu accepter un nouveau refus d'emploi. Mercredi, elle s'est tuée.

Je la connaissais. Je l'avais rencontrée dans les manifestations de la CGT contre les fermetures d'entreprises sétoises. Je savais sa combativité, sa haine de l'injustice, sa foi.

Anne-Monique a dressé le plus terrible acte d'accusation qu'il soit contre cett eosciété où le profit est le seul maître contre cette société qui l'a broyée.

Dimanche encore, elle rayonnait de joie, elle avait trouvé du travail.

Elle venait de décrocher une place de coursier bien que l'A.N.P.E. la lui ait refusée parce qu'elle était une fille.

Le pacte pour l'emploi de M. Barre lui a volé cette place. Cette place refusée lui a volé sa vie.

Ses amis la pleurent. Ils s'inclinent devant la douleur de toute sa famille.

Le respect de son idéal nous empêche de nous taire.

Anne-Monique avait écrit : « Un jeune travailleur vaut plus que tout l'or du monde ».

Elle sera entendue.

Parce que nous sommes communistes, nous luttons pour qu'aucun autre jeune, qu'aucune autre fille ne désespère et ne soit la victime de ceux qui ont un coffre-fort à la place du cœur.

Rien ne nous détournera du message qu'Anne-Monique a laissé : nous battre, nous battre jusqu'à changer vraiment cette société pour en construire, pour en conquérir une autre... Une société nouvelle, humaine : une société pour la jeunesse.

En un mot le socialisme.

MYRIAM BARBERA
député de l'Hérault

Voici le texte complet de la déclaration qu'a lue Georges Marchais lundi à Antenne 2, en réponse à la question : « Comment voterez-vous au cas où François Mitterrand serait au deuxième tour face à Giscard d'Estaing ? » Ce texte a également été diffusé en tract dès mardi à des millions d'exemplaires par les militants communistes.

VOUS me dites : si ce n'est pas vous, Georges Marchais, qui êtes en position d'être présent au second tour, mais François Mitterrand contre Giscard d'Estaing, que ferez-vous ?

Je veux d'abord vous rappeler que c'est au Comité central de notre parti, au lendemain du premier tour et en fonction de toutes les données dont il disposera alors et alors seulement, qu'il appartiendra de décider. Chez nous, c'est démocratique.

Cela dit, puisque vous me posez la question, et au point où nous en sommes de la campagne électorale, je ne veux pas me dérober.

La question a été posée à Giscard d'Estaing, et il a dit : « Entre François Mitterrand et Marchais, je choisirais Mitterrand. » Quant à François Mitterrand, entre Giscard d'Estaing – l'homme du capital – et Georges Marchais – le représentant des travailleurs – il refuse de choisir.

Moi, si par hypothèse, car rien n'est réglé, ce sont Giscard d'Estaing et François Mitterrand qui sont présents au second tour, je vous dis d'abord que je ne choisirai sûrement pas Giscard d'Estaing.

Depuis octobre, je me suis présenté et je mène campagne comme le candidat anti-Giscard, le candidat du changement. J'irai jusqu'au bout. Il est donc exclu que je vote pour Giscard d'Estaing.

M'abstenir, je ne le souhaite pas.

Alors, voter François Mitterrand ? Je n'ai jamais dit que je ne le ferai pas, mais cela me pose un problème grave, car il y a là un réel danger.

Et c'est un devoir d'en faire part en toute clarté aux travailleurs et travailleuses, à tous ceux et celles qui veulent sincèrement le changement. Ce problème grave, c'est l'orientation de François Mitterrand. Les auditeurs l'ont vu et entendu l'autre soir. Je n'invente pas. Aucun engagement précis sur la satisfaction des revendications sociales. Aucune mesure précise et sérieuse mettant en cause la domination et les privilèges du capital, mais au contraire, de nouveaux cadeaux aux patrons.

Au plan européen, l'élargissement à l'Espagne et au Portugal. Cet élargissement mortel pour nos agriculteurs et aussi pour nos ouvriers, c'est vrai dans les chantiers navals, dans l'automobile, etc.

En politique extérieure, la confrontation avec l'Union soviétique et l'insertion plus poussée dans le carcan ouest-européen et atlantique. Enfin, il a dit clairement et fermement : « Pas de ministres communistes. »

Le danger réel, c'est de voir demain François Mitterrand, s'il a les mains libres, gouverner avec la droite pour continuer et aggraver la politique actuelle.

Mais pour faire tout cela, et surtout pour le faire avec succès, il nous faut assez de force, assez d'influence. Sinon, nous n'y parviendrons pas.

(suite page 6)

ÉCHOS

HISTOIRE VRAIE

Une assistante en économie de Paris-X a demandé à ses élèves de faire une étude sur les programmes des différents candidats à l'élection présidentielle.

L'un d'eux s'est donc présenté rue de Marignan, pour se procurer celui de Valéry Giscard d'Estaing. Réponse de la préposée aux relations avec le public : *« Nous n'avons pas le programme du candidat, en revanche on peut vous donner des tee-shirts et des stylos à son effigie. »*

IL S'EN OCCUPE

Mme Monique Pelletier, présidente nationale des comités de soutien à Giscard d'Estaing, estime qu'il est *« le seul candidat à s'occuper des femmes »*. En ce qui la concerne, c'est vrai qu'elle a un emploi...

SYMBOLE

« Plogoff est le symbole de la France libre », a déclaré B. Lalonde. Est-ce au nom de ce principe que les amis de Lalonde, les socialistes et les gauchistes agressent chez eux ceux qui sont d'un avis différent du leur ?

EMBARRAS

On l'avait remarqué : M. Barre se fait discret dans la campagne électorale. Tellement discret qu'il a fait connaître son soutien à M. Giscard d'Estaing par un journal régional lyonnais où il figure dans une liste de personnalités avec le titre fort modeste d'*« ancien député de la 4e circonscription du Rhône »*.

Le premier ministre serait-il devenu à ce point embarrassant ?

PLAN EUROPEEN

Recevant une délégation de syndicalistes du CNRS, le député européen Jean Oehler, conseiller de Mitterrand, leur a déclaré : *« De toute façon il doit y avoir un plan industriel européen, on ne peut y échapper et on ne pourra rien y faire. »*

Ce qui veut dire que c'est le baron Empain, Claude Cheysson et Ortoli qui décideront de la politique française !

EXCLUS

Devinette : ils sont exclus de leur parti mais les médias n'en feront pas une tempête indignée. De qui s'agit-il ? Des élus et autres responsables du Parti radical giscardien soutenant Chirac...

Voilà pourquoi j'ai dit l'autre jour aux travailleurs d'Aubervilliers : « Vous comptez sur les communistes. Vous avez raison. Mais les communistes et leur candidat ont besoin de compter sur vous le 26 avril. »

Voilà la clé. Comme candidat communiste, je suis décidé à tout faire pour que s'ouvre devant le pays le chemin qui conduira au changement et à l'union. Mais il faut résoudre le problème posé, et le résoudre au premier tour le 26 avril. Ce sont les travailleurs qui décideront.

Je ne dis pas cela pour fermer la porte, pour démolir. Je le dis d'abord parce que c'est la vérité, et qu'il est toujours mauvais de ne pas la regarder en face. Cela conduit à d'amères désillusions.

Et je le dis surtout parce que je pense qu'il y a une issue.

Il faut que ceux qui veulent vraiment le changement se donnent le moyen de le faire prévaloir en affirmant leur nombre, leur force, en manifestant clairement leur volonté. Et ce seul moyen c'est de voter communiste au premier tour. Si nous sommes assez nombreux, assez forts, nous pourrons nous faire entendre, imposer le changement nécessaire. Sinon, ce changement n'aura pas lieu, quel que soit l'hôte de l'Elysée.

Je sais que les travailleurs se disent : « Nous pouvons compter sur les communistes demain comme aujourd'hui. » Ils ont raison. Nous sommes décidés à tout faire pour les défendre, pour obtenir les améliorations qu'ils attendent, pour obtenir notre place dans les responsabilités afin d'y faire entendre leur voix. Que personne ne s'y trompe, on ne nous écartera pas si facilement du chemin.

Le P.S. pour la maternelle payante

Le Conseil économique et social a récemment voté un « avis » préconisant de faire participer financièrement les parents à la préscolarisation des enfants de deux ou trois ans.

Sous prétexte que *« tous les autres modes de garde pour enfants de moins de trois ans sont payants sans exception »*, le texte adopté indique qu'il serait *« légitime de concevoir qu'à la crèche scolaire* (structure d'accueil intégrée à l'école maternelle), *il serait demandé une participation financière aux parents »*.

Le rapport sur lequel s'est prononcé le Conseil économique et social a été préparé par une sociologue, Mme Evelyne Sullerot, dont les sympathies pour le Parti socialiste sont connues.

Seule la CGT a voté contre le texte.

Au titre des personnalités, Pierre Bérégovoy, secrétaire national du PS, a voté « pour ». Pour la maternelle payante ! Le représentant de la FEN, Louis Astre — par ailleurs membre du comité de soutien à Mitterrand — s'est abstenu. Le représentant de la CFDT a fait de même.

Les socialistes ont été présents partout : dans l'élaboration du projet, parmi ceux qui l'ont approuvé, parmi ceux qui ont laissé faire en se réfugiant dans une abstention honteuse (tellement honteuse que le journal du SNI-PEGC, « L'Ecole libératrice », omet d'informer ses lecteurs de l'abstention de Louis Astre, pour s'en prendre à « l'Humanité », coupable d'avoir écrit que la CFDT, la FEN et FO n'avaient *« pipé mot contre la remise en cause de la gratuité »*).

Le dimanche 15 mars, François Mitterrand a présenté à Evry, dans l'Essonne, *« dix propositions pour l'école »*. Il s'engage, s'il est élu, créer des écoles maternelles pour *« permettre la scolarisation de tous les enfants à partir de deux ans »*.

Une question s'impose : qui payera ? Bérégovoy vient d'y répondre : les parents...

CONNAISSEZ-VOUS CLAUDE CHEYSSON ?

Il a été choisi par F. MITTERRAND comme l'un de ses principaux conseillers politiques. Il figure d'ailleurs à ses côtés sur une de ses affiches .

Qui est Claude CHEYSSON ?

60 ans, E.N.A., conseiller politique de BAO DAI (le dernier empereur fantoche du Viet-Nam), secrétaire d'état en 1948 (après que les communistes aient été évincés du gouvernement par les socialistes, collaborateur de MENDES-FRANCE, président du Directoire de l'Entreprise Minière et Chimique, PDG de la Compagnie des Potasses du Congo, membre du "Club de Dakar" aux côtés de PONIATOWSKI.

Enfin, et surtout, il vient d'être confirmé par GISCARD comme son représentant au sein de la Commission de Bruxelles. A ce titre il est l'un des responsables de la politique de casse et de déclin de notre économie.

Et c'est un tel homme que Mitterrand c choisit comme conseiller !

Avec des gens comme ça les patrons peuvent être rassurés: pas de danger que ça change !

Pour un gouvernement d'union avec des ministres communistes et socialistes : VOTEZ MARCHAIS le 26 avril !